

**Nations unies - Menace posée par  
Daech - Intervention de la  
représentante permanente adjointe  
de la France auprès des Nations  
unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 23 août 2018)

Monsieur le président,

Permettez-moi à mon tour de remercier M. Voronkov pour sa présentation éclairante du 7ème rapport du Secrétaire général sur la menace posée par Daech, ainsi que Mme Coninsx et Mme Cook pour leurs interventions particulièrement instructives. Je tiens en particulier à saluer le travail effectué par le Centre international d'études sur la radicalisation à travers son rapport sur le retour des femmes et des mineurs affiliés à Daech.

Monsieur le Président,

Le rapport du Secrétaire général le souligne : malgré la perte de son ancrage territorial, Daech continue d'être une menace sérieuse, à la fois locale et globale. Sa mutation en un réseau sous-terrain mondial, le réseau diffus des combattants terroristes étrangers et l'attrait de la propagande terroriste sont autant de facteurs de résilience de la menace. Face à un ennemi qui ne cesse de s'adapter, nos réponses doivent elles aussi évoluer.

Je souhaiterais donc insister sur les quatre domaines dans lesquels la France estime que nos efforts peuvent et doivent s'intensifier.

1/- Premier domaine, l'action de la Coalition internationale contre Daech : elle doit se poursuivre pour mener à son terme la lutte contre l'organisation terroriste en Irak et en Syrie, à la suite des victoires décisives contre ce groupe qui a perdu la quasi-totalité de ses territoires. Pour prévenir une résurgence de Daech, notre action militaire se double d'un volet civil pour stabiliser durablement les zones libérées de Daech et reconstruire, là où cela est possible, comme en Irak, dans la continuité des engagements pris à la conférence de Koweït au mois de février. Il est important que la mobilisation de tous, ainsi que du système onusien, se poursuivent et se traduisent en progrès concrets et tangibles pour les populations.

Ce sont aussi les causes profondes du terrorisme que nous devons éliminer par la mise en oeuvre de solutions politiques pluralistes et inclusives en Syrie et en Irak, à même de répondre aux aspirations profondes et légitimes de l'ensemble des citoyens. Mettre fin à l'impunité des crimes commis par Daech au Levant est un des éléments essentiels de la reconstruction de sociétés inclusives et pacifiques. Je pense notamment aux violations graves commises contre les enfants par Daech, aux violences sexuelles et à la mise en esclavage de plus de 6 000

Yézidis. Dans cette perspective, la France réitère son plein soutien aux mécanismes internationaux indépendants d'enquête créés par les Nations unies pour faire la lumière sur les crimes graves commis en Syrie et en Irak et appelle l'ensemble des Etats et du système onusien à oeuvrer ensemble en ce sens.

Monsieur le président,

2/- Le deuxième domaine dans lequel nous devons redoubler d'efforts est la lutte contre le financement du terrorisme, une priorité de premier plan pour la France. Si la perte de territoires a considérablement réduit les revenus de Daech, le groupe fait preuve d'une stratégie d'adaptation de plus en plus sophistiquée. Face à cela, nos cadres juridiques et opérationnels doivent être sans cesse adaptés et renforcés afin d'améliorer la transparence des flux financiers, de renforcer le partage d'informations et la coopération avec le secteur privé. C'est dans cet esprit que la France a organisé en avril une conférence internationale sur la lutte contre le financement de Daech et d'Al-Qaïda, qui a rassemblé plus de 70 Etats et une vingtaine d'organisations internationales, et qui s'est conclue par l'adoption de "l'Agenda de Paris", qui constitue une feuille de route utile pour renforcer notre engagement. Nous appelons à une mise en oeuvre des engagements pris dans ce cadre.

3/ Troisièmement, nous devons poursuivre notre action contre l'utilisation d'internet par les groupes terroristes. Beaucoup de progrès ont été faits et les entreprises du net se mobilisent. Mais beaucoup reste à faire, comme le montre la diffusion d'une intervention de près d'une heure d'Omar Al Baghdadi sur Telegram le 22 août. Nous poursuivons nos efforts, notamment dans le cadre européen, pour entraver plus efficacement la diffusion de la propagande terroriste qui alimente la radicalisation et l'utilisation d'internet pour le financement du terrorisme.

4/- Enfin, le retour ou la relocalisation des combattants terroristes étrangers représente une menace plus diffuse à laquelle un grand nombre de nos pays doivent faire face. Face à ce défi, dont Mme Coninx a éloquemment mis en lumière la complexité, nous devons continuer à renforcer les mesures de détection, de prise en charge et de suivi des personnes à risque, et ce via un partage d'informations constant. Compte tenu de la diversité des profils concernés, une coordination étroite entre les services et agences de renseignement civil, militaire et financier mais aussi entre les autorités judiciaires est essentielle pour renforcer l'interaction entre l'action de renseignement et la réponse pénale. L'éducation, les services sociaux et la justice sont indispensables pour aider les familles. Dans son dispositif national, la France met en particulier l'accent sur la prise en charge spécifique des enfants, notamment au niveau socio-psychologique et au niveau éducatif, pour favoriser leur réintégration. Nous accueillerons ainsi à Paris, en septembre prochain, une réunion régionale organisée par le Bureau de la lutte contre le terrorisme sur le traitement, dans le respect des droits de l'Homme, des enfants accompagnant des combattants terroristes étrangers.

Monsieur le Président,

Je conclurai mon propos en insistant sur le rôle fédérateur que les Nations unies doivent continuer à jouer dans le combat contre le terrorisme, en particulier là où Daech est implanté ou infiltré. La France continuera d'apporter son soutien aux entités onusiennes dans leurs

efforts d'identification des besoins et celles des réponses à apporter ainsi que dans la promotion de la coordination entre l'ensemble des acteurs concernés, et ceci dans le sillage de la conférence de haut niveau des chefs d'agences de lutte contre le terrorisme qui s'est tenue ici fin juin.

Je vous remercie./.